

L'AFPSSU : AUX BONS SOINS DE LA SANTÉ SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

La vénérable (82 ans !) Association française pour la promotion de la santé dans l'environnement scolaire et universitaire défend une approche plurisectorielle de la santé de l'enfant et du jeune adulte et s'inquiète de la crise de vocation que connaît la médecine scolaire dont les missions de prévention luttent contre les inégalités sociales. Au moment où le gouvernement envisage de la décentraliser, il est utile d'en savoir plus.

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

“**L**es médecins scolaires sont menacés de disparaître, c'est grave”. Les mots sont prononcés sans pathos, mais avec gravité par Virginie Halley des Fontaines. Médecin de santé publique, membre du Haut Conseil de la Santé Publique, elle s'exprime ici en tant que nouvelle présidente de l'Association française pour la promotion de la santé dans l'environnement scolaire et universitaire (Afpssu) dont elle est membre depuis plus de 20 ans.

Spécialiste de la santé des enfants et des jeunes adultes, ancien médecin scolaire au Maghreb, puis médecin en centre universitaire dans l'Est de la France, Virginie Halley des Fontaines a eu une carrière hospitalo-universitaire

comme Maître de conférences à Sorbonne-Universités (Paris) où elle a contribué à la formation professionnelle des personnels de santé de l'Éducation nationale. C'est dans ce cadre qu'elle a croisé la route de l'Afpssu, association créée en 1938 qui, par ses conseils et ses analyses, guide tous les acteurs impliqués dans la prise en charge de la santé scolaire et universitaire.

À son poste de présidente, Virginie Halley des Fontaines espère redynamiser l'association qui compte aujourd'hui moins de 200 adhérents (médecins scolaires et généralistes, psychologues et infirmières scolaires, associations de parents d'élèves, enseignants et cadres de l'Éducation nationale), contre plus de 1200 il y a 20 ans.

“Même si elle n'a plus la même aura qu'autrefois, souligne la nouvelle présidente, l'Afpssu garde une place unique dans l'univers de la santé de l'enfant. D'abord parce qu'elle a été précurseuse d'une approche qui, aujourd'hui, est admise par tous, celle d'une vision globale de la santé. L'Afpssu est fière d'être médaillée d'or de l'Académie Nationale de Médecine, mais pour autant nous estimons que la pensée physiopathologique, celle du docteur, ne peut être l'alpha et l'oméga”.

TENIR COMPTE DE TOUTES LES COMPOSANTES

Ce que prône l'Afpssu, c'est une approche de la santé scolaire et universitaire qui tient compte de toutes les composantes de l'environnement ayant un impact sur la santé des jeunes. “Un enfant qui se couche trop tard, qui mange mal, qui voit ses parents se disputer, qui vit dans un bruit permanent, dont le cadre social (voisinage, famille, amis...) est délétère ou encore qui ne reçoit pas un petit mot gentil de ses parents avant d'aller en classe... tout cela



impacte sa santé physique, psychologique et émotionnelle. C'est vrai aussi des étudiants qui vivent dans des conditions déplorables, ne font pas tous leurs repas, doivent travailler de nuit pour avoir les moyens de survivre..."

Pour que cette approche globale fonctionne, Virginie Halley des Fontaines insiste sur l'importance d'impliquer un maximum d'acteurs autour du jeune : enseignants, parents, éducateurs sportifs et culturels, responsables des associations fréquentées par les enfants... L'AFPSSU se bat pour que les jeunes deviennent eux-mêmes partie prenante de leur propre santé, ou pour le dire autrement, qu'ils quittent la posture passive du bénéficiaire (pour ne pas écrire "du consommateur") de soins. "Nos concitoyens, ajoute l'experte, manquent de littératie en santé, cette capacité à développer son autonomie en trouvant de l'information juste sur la santé, en la comprenant puis en l'utilisant. À nous de faire passer l'idée que la santé ce n'est pas l'absence de maladie".

Hormis ses adhérents, l'AFPSSU s'appuie sur un Conseil d'administration de 18 membres comprenant beaucoup d'en-



Virginie Halley des Fontaines, présidente de l' Afpsu, médecin de santé publique, membre du Haut Conseil de la Santé Publique

seignants (en cours de renouvellement à l'heure où nous imprimons) et sur un prestigieux conseil scientifique qui compte, notamment le célèbre psychiatre et docteur en psychologie Serge Tisseron, Marie Rose Moro qui dirige la Maison de Solenn, centre d'accueil pour adolescents de l'hôpital Cochin, à Paris ou encore Pierre Bégué, pédiatre, président honoraire de l'Académie Nationale de Médecine.

L'AFPSSU AGIT

L'association s'adresse à des publics très différents, du parent qui s'inquiète que son enfant dorme mal jusqu'à l'expert scientifique qui souhaite un avis sur un protocole, en passant par les responsables politiques. "Il est vrai que nous avons une fonction de médiation vaste, reconnaît la présidente. C'est à nous de trouver la clé de transformation de la problématique santé en fonction de nos interlocuteurs".

L'un des temps forts de la vie de l'association est l'organisation de la "Journée de l'AFPSSU", une rencontre annuelle qui se déroule depuis deux ans à l'Académie de médecine, autour d'un thème en rapport avec les priorités de santé publique. "C'est un moment de réflexion ouvert à tous et qui, selon la mission plurielle de l'association, dépasse le seul champ médical, précise Virginie Halley des Fontaines. Lorsqu'on aborde la vision de l'enfant par exemple, on s'intéresse à ceux qui ne voient pas bien, mais aussi au rôle de la vue en générale comme moyen de participer à la qualité des apprentissages". Agréée par le ministère de l'Éducation nationale, l'AFPSSU organise aussi des formations destinées, elles, aux différents professionnels du milieu scolaire et



Cérémonie de remise des prix lors de la Journée de l'AFPSSU à l'Académie de médecine

universitaire. Enfin elle met aussi — et surtout — en valeur des actions innovantes réalisées dans le domaine de la santé au sein des écoles et universités à travers un “Appel à initiatives et projets”, lui aussi annuel. Ces projets portent sur des thématiques diverses, telles que l’estime de soi, la lutte contre le décrochage, la phobie scolaire, les discriminations, les souffrances psychiques, etc.

Les meilleures initiatives sont récompensées d’un prix de 500 euros et présentées aux adhérents lors d’une cérémonie qui se déroule au cours de la Journée annuelle. Depuis 2009, ce concours a mis à l’honneur, par exemple, le lycée Jean Mermoz de Béziers pour avoir créé un “espace Santé sécurité” au CDI du lycée riche en documentaires, romans et BD. Également mise en lumière, l’école du Château de Beaucaire où beaucoup d’élèves sont d’un milieu social très défavorisé où ont été mis en place des groupes de paroles sur les difficultés repérées par rapport à l’hygiène de vie, et l’élaboration, avec les enseignants et familles, de petits-déjeuners et de goûters équilibrés pour lutter contre la malnutrition. On pourrait encore citer le court-métrage réalisé par les élèves du collège Théodore Monod d’Ottmarsheim pour prévenir des dangers de la cyberdépendance.

LA SANTÉ SCOLAIRE EST MALADE

Reste que ces initiatives, aussi utiles soient-elles, ne répondent pas à la difficulté structurelle que connaît le service de promotion de la santé scolaire. Or, comme elle nous le disait en préambule, la médecine scolaire est... malade ! “Il y a aujourd’hui 850 médecins scolaires pour la France, contre 1 700 il y a 9 ans, déplore Virginie Halley des Fontaines. Quelque 400 postes ne sont pas pourvus faute de candidats”. Ajoutons à ce sombre tableau que 82 % des effectifs ont plus de 50 ans et que leur répartition territoriale est très inégale. Selon les départements, un médecin de l’Éducation nationale peut ainsi être chargé de 3 000 à 15 000 enfants. À titre de comparaison, les infirmières sont dix fois plus nombreuses et généralement affectées à un seul établissement. Rappelons que le service de promotion de la santé scolaire qui comprend les médecins, infirmières, psychologues, assistantes sociales, la médecine scolaire est un service public, géré par le ministère de l’Éducation nationale. Les grands volets de ses missions sont le dépistage et la prévention des troubles susceptibles d’entraver la scolarité et la promotion de comportements favorables à la santé. Cela inclut les bilans de santé, la visite médicale au cours de la 6^e année, le suivi des enfants en difficulté, le contrôle des vaccinations, la prévention des infections, la détection des troubles du langage, l’aide à la scolarisation des enfants malades et handicapés...



Et le Covid-19 a alourdi la charge de travail. “Depuis la rentrée, je ne m’occupe que de la crise sanitaire, au détriment de toutes mes autres missions”, confirmait sur *France Inter* la docteure Marianne Barré, secrétaire générale adjointe du SNMSU-Unsa Éducation. Une grande partie de son temps de travail consiste à répondre aux inquiétudes des parents, dit-elle, et à remonter les informations à l’Agence régionale de santé. “Ça veut dire remplir des listes de cas contact qui sont longues à saisir, et les logiciels des ARS ne sont pas compatibles avec les logiciels de l’éducation nationale”. En avril dernier, un rapport (élaboré avant la crise sanitaire) de la Cour des comptes soulignait la “performance médiocre” de la médecine scolaire, pointant que seuls 18 % des élèves avaient, en 2018, pu passer la visite obligatoire de la sixième année. Les rapporteurs remettaient en cause son “organisation défaillante” et un “cloisonnement” entre médecins, infirmiers, assistantes sociales et psychologues de l’Éducation nationale qui “a contribué à la forte dégradation du service public”. Pour lutter contre la pénurie de candidats, ils préconisaient d’abord une revalorisation des salaires. Et celle-ci pourrait voir le jour puisqu’il y a quelques semaines, les députés ont voté un amendement prévoyant une rallonge de 15 millions d’euros des crédits alloués à la médecine scolaire dans le cadre du vote du projet de loi de finances (PLF 2021). Le texte doit être adopté définitivement par l’Assemblée d’ici la fin de l’année.

“Il serait temps, analyse la présidente de l’Afpssu. Les médecins scolaires sont moins payés que certains Internes. Mais cela ne suffira pas. Il faudrait aussi qu’ils soient mieux soutenus par leur employeur : l’Éducation nationale (à l’exception de quelques grandes villes comme Paris, qui

ont leur propre service). Contrairement aux infirmières qui sont le plus souvent sur place, les médecins scolaires passent leur temps sur la route, d'un établissement à l'autre. Ils sont isolés dans leur pratique. Mais surtout, ils sont en permanence sollicités par les établissements pour des examens 'à la demande', en cas de problème de santé d'un élève. Élève qu'ils ne peuvent pas soigner puisqu'ils n'ont pas d'autorisation de prescriptions !”

Faute de pouvoir assurer leurs missions, celles-ci sont de plus en plus déléguées à d'autres professionnels, notamment les pédiatres de ville. “Mais ces derniers n'ont pas la même expertise, pas la même culture, souligne Virginie Halley des Fontaines. Eux voient essentiellement des enfants malades et jamais dans cet environnement si particulier qu'est la communauté scolaire. Dans les écoles, les médecins ont la vision de l'ensemble d'une classe d'âge, pas uniquement les troubles exprimés par quelques-uns”.

Cette connaissance globale de l'état d'une classe d'âge n'est pas qu'un enjeu sanitaire, c'est aussi un enjeu social. Virginie Halley des Fontaines reconnaît d'ailleurs que lorsqu'elle est sollicitée par les médecins scolaires pour des enfants qui souffrent de lacunes soit éducatives ou médicales (lorsqu'ils ne sont pas suivis par un pédiatre, par exemple) l'Éducation nationale a les outils pour aider ces derniers. Encore faut-il que les médecins soient là et aient le temps de faire ce travail. Et lorsqu'ils donnent la priorité à ces enfants-là, ce qui est très souvent le cas, c'est au détriment des autres et de leurs missions premières.

QUELS REMÈDES ?

Plusieurs pistes existent, aucune n'étant totalement satisfaisante selon notre experte. “L'une d'elles consisterait à rattacher les médecins scolaires au conseil départemental, à l'instar des médecins de PMI. Cela a été évoqué en début d'année par l'ancien Premier ministre, mais les médecins scolaires l'ont majoritairement rejetée craignant de subir les disparités de moyens selon les départements [voir page 21, NDLR]. Une autre consisterait à mettre encore plus à contribution les médecins généralistes. Pour les raisons déjà évoquées, cela n'a pas notre préférence, d'autant que là aussi, il peut y avoir de grave pénurie selon les secteurs. Pour ma part, je défends l'idée d'une embauche à temps partiel de praticiens exerçant déjà ailleurs, en hôpital par exemple. Un principe que j'ai vu fonctionner en Guyane, qui est intellectuellement enrichissant et financièrement plus gratifiant que la seule fonction scolaire”.

Régulièrement évoquée, l'idée de donner plus de responsabilités aux infirmières scolaires, se heurte à la fois aux résistances de celles-ci (beaucoup craignant les risques

liés à leurs responsabilités), au Conseil de l'ordre des médecins et au regard défiant des parents.

“Dans d'autres pays, complète Virginie Halley des Fontaines, l'organisation est bien moins monobloc et ce sont des spécialistes (dermatologues, dentistes, gynécologues) qui se déplacent en école ou facultés. Mais on n'est plus, alors, dans une approche 'missions préventives' telle que définie par l'État français”.

En attendant une réforme qui tarde, l'Afpssu entend redoubler d'efforts notamment en direction des étudiants des premières années universitaires, qui sont les grands oubliés des systèmes en place. “Celles et ceux venant d'un milieu démuné connaissent beaucoup de détresse, de pro-



blèmes psy et nombreux finissent en échec scolaire tant il est compliqué d'étudier quand on vit dans un logement insalubre et que l'on doit multiplier les petits boulots pour faire au moins un repas par jour”.

L'Afpssu plaide surtout pour que s'instaure un vrai dialogue entre les acteurs de l'éducation, de la médecine et du champ social. “Chacun reste trop cantonné dans son silo. La connaissance de ce que fait l'autre est bien plus forte qu'autrefois, mais le stade de la réflexion commune, du travail en commun, n'est pas encore entré dans les mœurs. D'ailleurs, notre propre conseil d'administration ne compte encore aucune assistante sociale ! Par vos pages, j'invite les professionnels de l'Action Sociale à nous rejoindre. La santé de nos enfants passe par la coordination de nos actions”.

www.afpssu.com